

Je voudrais bien que l'honorable ministre nous donne une réponse précise à ce sujet.

• (9.20 p.m.)

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député de Kootenay-Ouest a la parole.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je serai très bref, mais je ne puis m'empêcher de signaler qu'à mon avis, tous les députés souscrivent au principe et à l'objectif du bill. Je félicite l'honorable et vaillant représentant d'avoir accepté la politique du NDP avec 30 ans de retard. C'était la politique de la CCF telle qu'énoncée par la ligue de la reconstruction sociale qui était plus ou moins l'Association Fabienne de la CCF en 1935. Mais mieux vaut tard que jamais. Nous nous réjouissons de constater qu'en présentant ce bill, le ministre a accepté une autre des politiques de la CCF ou du NDP. Si le gouvernement continue dans cette voie, nous devons élaborer d'autres politiques pour l'avenir.

De toute façon, j'ai trouvé très intéressant l'exposé du ministre car il a, d'après moi, exposé très clairement le principe et l'objectif de la mesure. Je ne suis pas pessimiste. Je connais les états de service du ministre pendant la guerre; il était bon administrateur et je m'attends à ce qu'il s'efforce tout autant de bien administrer les affaires des Canadiens en temps de paix.

Un de mes voisins a parlé de flatteries. J'ignore s'il s'agit de mon ami du Crédit social. Plaisanterie à part, je suis très optimiste au sujet de ce bill si le gouvernement y donne suite comme le ministre l'a dit ce soir, et je suis sûr que la mesure donnera de bons résultats. Selon moi, le seul souci—et c'est le conseil que je donne au gouvernement—sera de faire approuver ces recommandations par le Parlement et, s'il les approuve, de lui faire voter les fonds.

Je signale que mon ami de Fraser Valley (M. Patterson) avait bien raison de dire que ce Conseil des sciences serait tout à fait justifié de faire des recherches sur la science de l'argent, car c'est ce qu'a fait le Conseil des sciences pour l'examen des finances de M. Keynes qui a fait rapport à un organisme du Royaume-Uni. Je ne prétends pas partager toutes les idées du député du Crédit social, mais il conviendrait que certaines personnes étudient en toute objectivité la question de fournir des fonds pour les programmes mis sur pied par le Parlement canadien. J'espère ne m'être pas trop écarté du Règlement.

La recherche est incontestablement un besoin primordial. Je m'en suis rendu compte dernièrement lorsque, étant à Ann Arbor, je me suis rendu à l'Université de Michigan. Des membres du corps enseignant m'avaient invité; c'est ce qui m'a permis de faire la connaissance de certaines personnes qui s'intéressent surtout au problème de la conservation des ressources naturelles, comme M. Léonard et d'autres, avec lesquels il était fort intéressant de s'entretenir. J'ai beaucoup appris en leur compagnie. L'année dernière, cette université disposait de 40 millions pour les recherches. Sauf erreur, elle s'adonne à pas mal de recherches spatiales et autres pour le compte du gouvernement des États-Unis. Faisons simplement cette comparaison: une université des États-Unis, l'année dernière, a dépensé plus de 40 millions à la recherche. Le Canada a beaucoup à faire. Je le répète, elle fait énormément de recherches dans le cadre de programmes conçus par le gouvernement américain.

C'est un sujet que je prêche depuis environ 20 ans. Avant de terminer je veux inscrire le projet de résolution suivant au compte rendu pour que le Conseil des sciences sache par quoi débiter:

La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait considérer l'à-propos de la création d'une division pour le contrôle de la pollution de l'eau, qui serait composée de représentants des dix provinces, dans le cadre du projet du Conseil national des ressources. La division serait dotée de pouvoirs et de fonds nécessaires pour mettre en œuvre des programmes de recherches, pour recueillir, collationner et analyser les données sur le contrôle de l'eau, et pour coordonner les objectifs des provinces quant au contrôle de la pollution de l'eau; de plus, elle pourrait faciliter l'étude des problèmes de caractère national relativement à ce contrôle.

Je consigne ce texte au compte rendu, monsieur l'Orateur, pour signaler au ministre l'un des premiers problèmes que le Conseil des sciences doit aborder. Je puis ajouter que l'*Engineering Institute of Canada* m'a invité à un colloque organisé par la Fédération des jeunes libéraux, au Château Laurier, et portant sur les ressources hydrauliques et la pollution des eaux. J'y ai assisté. Je dois peser mes paroles ici. En toute justice, je dois féliciter les organisateurs du colloque qui réunissait près de 400 personnes. Je les félicite de l'attitude progressiste adoptée par les délégués. J'ai passé une journée très intéressante; effectivement, une journée et demie. Quiconque a organisé le colloque a bien fait les choses. J'y ai rencontré plusieurs jeunes